

ils insistent surtout sur leur volonté de lutter « dix ans s'il le faut pour obtenir l'indépendance et l'unité nationale ». Pendant ces deux années, le parti communiste français n'a donc pas de position très nette ni très précise ; cela a peut-être pu freiner l'organisation d'une campagne contre la guerre.

Dès janvier 1949, le ton change : un procès-verbal d'une réunion du Bureau Politique accorde une place importante à la nécessité de dénoncer la guerre. Le parti communiste français essaie alors de mobiliser ses organisations de femmes, de jeunes, sous forme de délégations et de pétitions. En avril 1949, dans un article des *Cahiers du Communisme*, de telles actions sont jugées insuffisantes.

On peut penser que le durcissement de la politique gouvernementale (envoi de renforts pour le corps expéditionnaire, signature d'un accord avec Bao Dai en mars 1949, ratification du Pacte Atlantique en juillet 1949) incite le parti communiste à intensifier son opposition à la guerre et au gouvernement. Il dénonce vigoureusement dans sa presse et à l'Assemblée le budget militaire et propose de le réduire à 150 milliards de francs, et de donner la priorité à l'équipement. Enfin, des articles publiés par *Témoignage Chrétien*, dénonçant les crimes, les tortures, les massacres commis par l'armée française au Vietnam, repris ensuite dans *L'Humanité*, montrent le souci du parti communiste français de ne plus vouloir imputer de tels actes aux seuls anciens nazis. Le 8 août 1949, un éditorial de *L'Humanité* appelle à débiter une campagne contre la « sale guerre ».

a) L'action des dockers

En novembre 1949, une semaine d'action menée par les dockers marseillais marque le point de départ d'un mouvement plus général contre la guerre. Cette action a pour thèmes le refus du travail au rendement, et le refus de charger le matériel de guerre destiné à l'Indochine. Le 7 novembre a lieu une grève pour protester contre la présence des C.R.S. à Marseille, Bastia, et Port-St-Louis-du-Rhône. Des mouvements de solidarité s'organisent le même jour dans les ports méditerranéens.

Très rapidement, le parti communiste français et la C.G.T. appellent à l'extension du mouvement. Le discours de clôture, prononcé par Maurice Thorez au comité central du 10 décembre 1949 est significatif de l'état d'esprit des dirigeants communistes : « La question la plus importante est celle du transport et de la manutention du matériel de guerre. C'est notre devoir de développer la bataille de la paix sans aucune crainte et avec le sentiment de ce que cela peut exiger de sacrifices. » La C.G.T. un peu plus tard, le 30 décembre 1949, fait des déclarations semblables lors de la réunion de sa commission administrative. Il faut « renforcer l'action commencée par les dockers, élargir la campagne pour la Paix au Vietnam et le rappel immédiat du corps expéditionnaire, et dans ce cadre, participer à la journée nationale d'action du 25 janvier 1950, développer dans toutes les corporations les actions pratiques contre la guerre ».

Dans quelle mesure ces consignes ont-elles été suivies ? C'est une question à laquelle il est difficile de répondre avec précision, si l'on se réfère uniquement à la presse. Il est possible néan-

moins de caractériser, schématiquement sans doute le déroulement de ce mouvement, et d'en tirer un bilan, certes, très approximatif.

Tout d'abord, il faut noter le rôle essentiel joué par les dockers marseillais. C'est à Marseille que le mouvement dure le plus longtemps, où les grèves sont les plus nombreuses. Le parti communiste français prend toujours l'action des dockers marseillais en exemple. De novembre 1949 à avril 1950 à Marseille, de façon plus ou moins continue, les dockers refusent de charger le matériel de guerre. L'intervention de la police ou de l'armée, pour briser la grève, les arrestations de dirigeants syndicaux, créent une atmosphère très tendue. Ainsi, le 10 janvier 1950, les marins du navire « le Pasteur » se mettent en grève ; des débrayages de solidarité ont lieu dans diverses entreprises et chez les dockers, enfin une manifestation se termine par des heurts violents avec la police. Ces incidents percent le mur du silence qui, jusqu'alors entourait l'action des dockers marseillais. La presse, en général, évoque les événements de Marseille avec une indignation sans borne.

« Le Gouvernement se trouve devant une grève politique à l'état pur dont l'objet final serait, si elle était réussie, de désarmer nos soldats, de les affamer et de contraindre la France à subir la loi de l'étranger... A Marseille, l'ordre de réquisition est bafoué... L'autorité du gouvernement est mise en jeu. Nous pensons bien que les pouvoirs publics ne céderont pas et que les sanctions indispensables seront prises, sans quoi les mêmes débordements se produiraient ailleurs » (*Le Monde*, 11 janvier 1950).

Ce court passage n'est qu'un exemple parmi d'autres révélateurs du ton et des critiques que porte la presse qui insiste aussi sur le caractère minoritaire de ces actions. Cependant, par-delà de telles critiques, il n'en reste pas moins vrai que le mouvement connaît une certaine ampleur :

A Marseille, des comités d'action contre la sale guerre sont créés. Dans d'autres ports, les dockers s'engagent dans des actions ponctuelles. Les ports suivants sont touchés : Toulon, Sète, Port-de-Bouc, Port-St-Louis, Bastia, Alger, Oran, Bordeaux, La Rochelle, St-Nazaire, Lorient, Brest, Le Havre, Boulogne, Dunkerque. Des comités d'action se créent dans certains ports comme Brest, Le Havre, Dunkerque. Des manifestations locales se déroulent à Brest, La Pallice, Le Havre. les heurts avec la police et les arrestations sont fréquents. Il semble que la forte implantation de la C.G.T. chez les dockers ait permis à ce mouvement de s'étendre (voir la carte).

Mais le parti communiste français ne réussit pas à élargir le mouvement à d'autres secteurs de façon significative, notamment les secteurs de fabrication et du transport du matériel. Il n'est qu'à voir le peu de répondant des journées nationales d'action.

— Le 10 novembre 1949, journée d'action pour la région parisienne, seules quelques entreprises de la « banlieue rouge » sont touchées. Peu de monde se mobilise : 400 personnes à Gennevilliers, 200 à Saint-Denis, 190 à Pierrefitte, 100 dans le XX^e arrondissement, 80 à la S.N.E.C.M.A. à Colombes (chiffres donnés par *L'Humanité*). Cette journée passe complètement inaperçue dans la Presse.